

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/AC.109/438
31 août 1973

COMITE SPECIAL CHARGE D'ETUDIER LA SITUATION
EN CE QUI CONCERNE L'APPLICATION DE LA
DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

RESOLUTION DU COMITE SPECIAL EN DATE DU 28 AOUT 1972
CONCERNANT PORTO RICO

Résolution adoptée par le Comité spécial à sa 948ème séance, le 30 août 1973

Le Comité spécial,

Ayant examiné la question relative à sa résolution du 28 août 1972 concernant Porto Rico 1/,

Ayant entendu les déclarations des représentants du parti socialiste portoricain et du parti portoricain pour l'indépendance 2/,

Réaffirmant que, conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960, tous les peuples ont le droit à l'autodétermination et qu'en vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social et culturel,

Réaffirmant également que tous les peuples ont un droit inaliénable à la pleine liberté, à l'exercice de leur souveraineté et à l'intégrité de leur territoire national,

Considérant qu'il est nécessaire d'étudier plus avant tous les aspects pertinents de la situation en ce qui concerne la procédure d'application de la résolution 1514 (XV) à Porto Rico,

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 23 (A/8723/Rev.1), chap. I, par. 85.

2/ A/AC.109/PV.943 et 944.

Rappelant sa résolution du 28 août 1972 concernant Porto Rico,

1. Réaffirme le droit inaliénable du peuple de Porto Rico à l'auto-détermination et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960;

2. Prie le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique de s'abstenir de prendre toute mesure qui pourrait faire obstacle au plein et libre exercice par ce peuple de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, ainsi que de ses droits économiques, sociaux et autres, et en particulier de prévenir toute violation de ces droits par des entités relevant de sa juridiction;

3. Prie son Rapporteur de recueillir avec l'assistance du Secrétariat tous les renseignements pertinents sur la question, y compris les vues de toutes les parties intéressées, en vue de lui en faciliter l'examen en 1974;

4. Décide de garder la question constamment à l'étude.
